

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA DIRECT BANK

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 89 198 952 €

Siège social : Tour Trinity – 1 bis place de la Défense

92 400 Courbevoie

SIREN 384 288 890 RCS Nanterre

Comptes sociaux au 31 décembre 2024*Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale mixte du 27 mai 2025***I – Bilan**

Actif (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Caisse, Banques centrales	1	84 755	84 112
Effets publics et valeurs assimilées	2	50 401	91 384
Créances sur les établissements de crédit	3 & 16	13 414 234	11 535 545
Opérations avec la clientèle	4 & 16	2 465 894	2 401 118
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 & 16	10 052	25 605
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	6	26 713	23 536
Parts dans les entreprises liées	6	-	2
Immobilisations incorporelles	7	234 548	224 705
Immobilisations corporelles	7	2 893	3 103
Autres actifs	8	45 655	46 039
Comptes de régularisation	9	24 105	21 701
Total		16 359 249	14 456 850
Passif (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Dettes envers les établissements de crédit	10 & 16	385 916	445 193
Opérations avec la clientèle	11 & 16	15 434 922	13 538 511
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	12	34 731	17 867
Comptes de régularisation	13	27 554	29 903
Provisions	14	2 703	2 090
Dettes subordonnées		35 005	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	15	438 418	423 286
Capital souscrit		89 199	89 199
Primes d'émission		203 853	203 853
Réserves		8 920	8 920
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		96 784	80 369
Résultat de l'exercice		39 662	40 945
Total		16 359 249	14 456 850
Hors-bilan (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Engagements donnés	18	281 279	264 577
Engagements de financement		125 852	107 430
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		155 427	157 147
Engagements reçus	18	2 483 739	2 461 824
Engagements de financement		8 701	8 240
Engagements de garantie		2 319 611	2 296 437
Engagements sur titres		155 427	157 147
Instruments financiers à terme	18	0	0

II - Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Intérêts et produits assimilés	19	456 958	347 940
Intérêts et charges assimilées	19	-251 959	-149 125
Revenus des titres à revenu variable		194	-
Commissions (produits)	20	114 944	105 881
Commissions (charges)	20	-38 068	-32 590
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	21	1 096	-650
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	21	2 416	3 478

Autres produits d'exploitation bancaire		5 497	5 618
Autres charges d'exploitation bancaire		-6 186	-4 614
Produit net bancaire		284 891	275 938
Charges générales d'exploitation	22	-216 901	-204 568
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-8 431	-12 138
Résultat brut d'exploitation		59 559	59 232
Coût du risque	23	-6 876	-3 512
Résultat d'exploitation		52 683	55 720
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		12	-
Résultat courant avant impôt		52 695	55 720
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	24	-13 033	-14 775
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		39 662	40 945

III - Annexes

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

La société Arkéa Direct Bank, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé à Courbevoie, exerce une activité de courtage en ligne de produits financiers et de banque en ligne pour la clientèle de particuliers. Elle dispose d'une succursale en Belgique sous l'appellation commerciale Keytrade.

Faits marquants de l'exercice

La société Arkéa Direct Bank a modifié son siège social au cours de l'exercice 2024. Le siège social est actuellement au 1 Bis place de la Défense, 92400 Courbevoie

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Arkéa Direct Bank applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés de plus de trois mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits;
- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Les encours douteux sont classés en encours sains lorsque l'emprunteur est resté sain sur les 24 derniers mois et qu'il ne présente aucun impayé de plus de 30 jours sur l'ensemble de ses contrats à la fin des 24 mois.

Une créance restructurée est une créance ayant fait l'objet d'une concession accordée pour tout type d'exposition à un client rencontrant ou sur le point de rencontrer des difficultés à honorer ses engagements financiers.

Le classement des créances restructurées en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie au sens du quatrième alinéa de l'article 2221-1 est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Conformément au défaut Bâlois, une période probatoire de 3 mois minimum est appliquée durant laquelle l'emprunteur est maintenu en défaut, suite à cette période, le retour en sain est conditionné à la validation à dire d'expert ou à l'absence d'incident pendant la période probatoire.

Les primes de remboursement sont amorties linéairement sur la durée de vie des emprunts.

Qualité du risque de crédit du portefeuille

La qualité du risque du portefeuille de crédits à la clientèle s'apprécie au travers de la notation interne des clients qui mesure la capacité de remboursement dans les 12 mois à venir. Mise à jour quotidiennement pour tenir compte des éventuels événements de risque, elle est exprimée sur une échelle de 11 notes, allant de la meilleure note A+ (risque le plus faible) à la moins bonne note F (risque le plus fort). Les notes internes E- et F rassemblent les créances douteuses et litigieuses, les neuf autres notes regroupant les créances saines.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique coût du risque, à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément à la PGRC (Politique de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), les provisions sont calculées de façon statistique puis complétées par des provisions à dire d'expert.

Les dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

La perte prévisionnelle est calculée, en appliquant des grilles de taux de provisionnement statistique, qui tiennent compte de l'ancienneté de la créance dans le défaut et de la valeur de la garantie.

Conformément au DGRC (Dispositif de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), le passage en perte est réalisée, d'une manière générale, après avoir épuisé toutes les possibilités de recouvrement et sur décision de la structure ayant reçu pouvoirs, la créance jugée définitivement perdue est soldée par un compte «créances irrécouvrables».

Garanties

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité, pour chaque titre, s'appuie sur des méthodes d'évaluation fondées soit sur des approches de marché (multiples, benchmarks sectoriels, cours de bourse moyen...), des approches par les résultats (actualisation des flux futurs, DCF - Discounted Cash-Flows, DDM - Dividend Discount Model, ...) ou des approches par les coûts (actif net réévalué), permettant ainsi d'apprécier les perspectives de rentabilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres donnés en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

Autres titres détenus à long terme

Les autres titres détenus à long terme sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Zone de jugement et d'estimation

La détermination des justes valeurs des titres de capitaux propres en portefeuille est déterminée notamment en appliquant les recommandations de l'IPEV Board (International Private Equity and Venture Capital Valuation) :

- La juste valeur est établie sur la base des informations connues et connaissables à date d'évaluation
- Les mesures gouvernementales (dont les mesures trésorerie) sont intégrées si elles sont assurées
- Le poids relatif des transactions récentes doit être considéré pour réaliser l'évaluation
- La juste valeur correspond au prix qui serait reçu dans le cadre d'une transaction normale entre participants de marché dans l'environnement actuel

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Terrain	non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
	Agences : 25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	3 à 15 ans
Mobiliers	10 ans
Matériels électroniques & de sécurité	3 à 10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 10 ans
Portefeuilles de contrats clientèle acquis	6 à 13 ans

Au cours de l'exercice 2024, la société Arkéa Direct Bank a procédé à une analyse des durées d'amortissement des logiciels créés ou acquis (programmes), des matériels électroniques et des agencements afin de s'assurer de leur adéquation avec les durées d'utilisation réelles.

Cette analyse a engendré les modifications sur le plan d'amortissement pour ces 3 postes, celles-ci sont applicables à compter du 1er janvier 2024.

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacent apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles. En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

Solution informatique

Une solution informatique est un ensemble organisé de fonctionnalités logicielles (programmes, codes, paramétrages...) apte à satisfaire les besoins des utilisateurs en vue notamment de stocker, manipuler, transformer, produire, sécuriser des données, d'y accéder ou encore de les transmettre. Une solution informatique peut être un projet unique ou un ensemble de sous-projets.

Toute solution informatique porteuse d'avantages économiques futurs pour l'entité et utilisée au-delà d'un exercice, constitue une immobilisation incorporelle.

Conformément au règlement ANC 2023-05 modifiant le règlement ANC 2014-03, le coût d'entrée des solutions informatiques peut être défini :

- par le coût d'acquisition en respectant les règles générales de reconnaissance d'un actif incorporel,
- ou par le coût de production comprenant les coûts engagés par l'entité, dès lors que l'ensemble des conditions d'activation sont remplies, il comprend les seuls coûts directement attribuables à la solution informatique et nécessaire à sa production.

Fonds de commerce

Le mali technique résiduel après affectation aux différents actifs sous-jacents est porté pour son solde net en fonds commercial.

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23.11.2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

Sur la base des tests réalisés à la date de clôture, aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes annuels.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions pour engagements sociaux

Arkea Direct Bank applique la recommandation n° ANC 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique frais de personnels. Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique provisions au bilan. Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées. Lors des arrêts de comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Caisses, Banques Centrales

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Caisse	-	-
Banques centrales	84 755	84 112
Total	84 755	84 112

Note 2. Effets publics et valeurs assimilées

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	50 380	-	50 380	92 856	-	92 856
Mali affecté	149	-	149	557	-	557
Créances rattachées	398	-	398	586	-	586
Total brut	50 927	-	50 927	93 999	-	93 999
Dépréciations	-526	-	-526	-2 615	-	-2 615
Total net	50 401	-	50 401	91 384	-	91 384
Plus et moins-values latentes	-526	-	-526	-2 615	-	-2 615
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	10 348	-	10 348	11 379	-	11 379

Les titres détenus sont cotés.

En 2024, aucun transfert n'a été opéré des titres de placement vers les titres d'investissement.

Note 3. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	1 344 716		1 344 716	1 281 131		1 281 131
Prêts, valeurs reçues en pension		11 892 351	11 892 351		10 125 180	10 125 180
Créances rattachées	8 504	168 663	177 167	6 890	122 344	129 234
Total	1 353 220	12 061 014	13 414 234	1 288 021	10 247 524	11 535 545

Note 4. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
-----------------------	------------	------------

	En cours brut	Dont En cours Douteux (1)	Dépréciations (2)	Total	En cours brut	Dont En cours Douteux	Dépréciations	Total
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-	-
En cours	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et crédits	2 451 178	4 131	-1 010	2 450 168	2 387 630	2 559	-857	2 386 773
En cours	2 448 044	4 131	-1 010	2 447 034	2 384 980	2 559	-857	2 384 123
Créances rattachées	3 133	-	-	3 133	2 650	-	-	2 650
Comptes ordinaires	27 188	16 865	-11 462	15 726	19 833	7 956	-5 488	14 345
En cours	26 598	16 865	-11 462	15 136	19 558	7 956	-5 488	14 070
Créances rattachées	590	-	-	590	275	-	-	275
Total	2 478 365	20 996	-12 472	2 465 894	2 407 463	10 515	-6 345	2 401 118

(1) dont créances douteuses en douteux compromis : 9 204 milliers d'euros au 31.12.2024 et 7 437 milliers d'euros au 31.12.2023

(2) dont dépréciations sur douteux compromis : 6 119 milliers d'euros au 31.12.2024 et 4 384 milliers d'euros au 31.12.2023

Note 5. Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	31.12.2024				31.12.2023			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (valeur brute)	-	9 999	-	9 999	-	25 698	-	25 698
Mali affecté	-	2	-	2	-	64	-	64
Créances rattachées	-	60	-	60	-	263	-	263
Total brut	-	10 061	-	10 061	-	26 025	-	26 025
Dépréciations	-	-9	-	-9	-	-420	-	-420
Total net	-	10 052	-	10 052	-	25 605	-	25 605
Plus et moins-values latentes	-	-9	-	-9	-	-420	-	-420
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	-	1 469	-	1 469	-	1 725	-	1 725

En 2024, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres

Obligations et autres titres à revenu fixe par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Obligations et autres titres à revenu fixe cotés	10 052	25 605
Obligations et autres titres à revenu fixe non cotés	-	-
Total	10 052	25 605

Obligations et autres titres à revenu fixe par émetteurs

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par d'autres émetteurs	10 052	25 605
Total	10 052	25 605

Note 6. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2024
Participations	-	-	-	-	-
Valeur brute	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	-	-	-	-	-
Autres titres détenus à long terme	-	-	-	-	-
Valeur brute	23 536	3 177	-	-	26 713
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	23 536	3 177	-	-	26 713
Entreprises liées	-	-	-	-	-
Valeur brute	2	-	-2	-	-
Mali affecté	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
Valeur nette	2	-	-2	-	-

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre dans les autres titres détenus à long terme le certificat au fonds de garantie pour 26 673 milliers d'euros.

Opérations avec les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	Participations et entreprises liées		Filiales	
	31.12.2024	31.12.2023	31.12.2024	31.12.2023
Actif		-		-
Capital détenu	-	-	-	-
Autres emplois	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Total emplois	-	-	-	-
Passif	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-
Dettes représentées par des titres	-	-	-	-
Total ressources	-	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-	-
De financement	-	-	-	-
De garantie	-	-	-	-
Total engagements donnés	-	-	-	-
Engagements reçus	5 281	6 590	-	-
De financement	1 000	1 000	-	-
De garantie	4 281	5 590	-	-
Total engagements reçus	5 281	6 590	-	-

Au 31.12.2024, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.

Note 7. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Augmentation	Diminution	31.12.2024
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	145 036	19 686	-27 923	136 799
Mali affecté	152 017	-	-	152 017
Amortissements (1)	-72 348	-7 088	25 168	-54 268
Montant net	224 705	12 598	-2 755	234 548
Immobilisations corporelles				
Montant brut	16 479	1 133	-10 143	7 469
Amortissements	-13 376	-1 343	10 143	-4 576
Dépréciations	-	-	-	-
Montant net	3 103	-210	-	2893

(1) Au 31/12/2024 la modification des durées d'amortissement des logiciels créés ou acquis (programmes), des matériels électroniques et de sécurité et des agencements) génère un gain de 5 209 K€.

Le Mali est affecté à hauteur de 20 700 milliers d'euros à la marque Keytrade et à hauteur de 1 31 317 milliers d'euros au fonds de commerce (dont 44 200 milliers d'euros affecté au portefeuille clients). Le portefeuille clients a été amorti pour 20 872 milliers d'euros fin 2024.

Arkéa Direct Bank ne détient pas de terrain d'exploitation et hors exploitation.

Fonds de commerce

(En milliers d'euros)	Achat	Reçu en apport	Cessions	Amortissements	Montant global
Eléments constitutifs	41 793	162 734	-3 217	-20 872	180 438
Total	41 793	162 734	-3 217	-20 872	180 438

Conformément aux résultats des tests d'impairment réalisés, aucune dépréciation sur le fonds de commerce n'a été comptabilisée sur l'exercice.

Note 8. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Etat	2 253	3 016
Prime épargne-logement	-	-
Impôts différés actifs	-	-
Opérations sur titres	-	-
Dépôts de garantie versés	23 329	20 592
Autres débiteurs divers	20 072	22 431
Total	45 655	46 039

Note 9. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Valeurs à l'encaissement	1 957	1 371
Comptes d'ajustement	904	610

Primes émission TCN et emprunts obligataires	-	-
Charges constatées d'avance	4 190	3 317
Produits à recevoir	16 915	16 261
Comptes de régularisation divers	139	142
Total	24 105	21 701

Note 10. Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	38 734	0	38 734	52 806	0	52 806
Emprunts et valeurs données en pension	0	286 730	286 730	0	276 730	276 730
Titres donnés en pension livrée	0	57 133	57 133	0	112 339	112 339
Dettes rattachées	0	3 319	3 319	0	3 318	3 318
Total	38 734	347 182	385 916	52 806	392 387	445 193

Note 11. Opérations avec la clientèle – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	11 974 206	0	11 974 206	10 342 366	0	10 342 366
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	209 383	0	209 383	119 406	0	119 406
Comptes ordinaires	4 075 829	0	4 075 829	3 956 436	0	3 956 436
Comptes à terme et emprunts	0	232 665	232 665	0	2 359	2 359
Titres donnés en pension livrée	0	0	0	0	0	0
Centralisation CDC	-1 059 529	0	-1 059 529	-882 076	0	-882 076
Dettes rattachées	4	2 365	2 369	6	14	20
Total	15 199 892	235 030	15 434 922	13 536 138	2 373	13 538 511

Note 12. Autres Passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus	-	-
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	14	18
Etat	18 115	12 014
Impôts différés passifs	-	-
Rémunérations dues au personnel	2 437	2 415
Charges sociales	1 993	2 050
Versements sur titres restant à effectuer	-	-
Divers	12 172	1 370
Total	34 731	17 867

Note 13. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	1 637	375
Produits constatés d'avance	-	-
Charges à payer	25 306	28 810
Comptes d'ajustement	-	-
Comptes de régularisation divers	610	718
Total	27 554	29 903

Note 14. Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2023	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations	31.12.2024
Provisions pour engagement de retraite	242	62	-	-	-	304
Autres provisions	1 848	1 068	-144	-373	-	2 399
Total	2 090	1 130	-144	-373	-	2 703
Variation nette	-				613	-

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 3,63%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,00% et 13,14% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 3,34% et 4,31%. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Note 15. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	89 199	-		-	89 199
Prime d'émission	203 853	-		-	203 853
Total réserves	8 920	-		-	8 920
Réserve légale	8 920	-		-	8 920
Réserves facultatives et statutaires	-	-		-	-
Réserves plus-values à long terme	-	-		-	-
Autres réserves	-	-		-	-
Provisions règlementées	-	-		-	-
Ecart de réévaluation	-	-		-	-
Report à nouveau créditeur	80 369	16 415		-	96 784
Résultat de l'exercice	40 945	-40 945	-	39 662	39 662
Dividendes versés		24 530		-	
Total	423 286	-	-	39 662	438 418

Le capital est composé de 14 866 492 actions ordinaires d'une valeur nominale de 6 euros soit un capital social de 89 199 milliers d'euros.

Note 16. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
ACTIF						
Créances sur établissements de crédit	1 625 998	862 287	4 461 131	6 287 652	177 166	13 414 234
à vue	1 344 716	0	0	0	8 504	1 353 220
à terme	281 282	862 287	4 461 131	6 287 652	168 663	12 061 014
Créances sur la clientèle	136 519	109 980	572 990	1 640 886	5 519	2 465 894
créances commerciales	0	0	0	0	0	0
autres concours à la clientèle	121 383	109 980	572 990	1 640 886	4 929	2 450 168
comptes ordinaires débiteurs	15 136	0	0	0	590	15 726
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 999	0	-7	0	60	10 052
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit	49 096	46 771	75 000	211 730	3 319	385 916
à vue	38 734	0	0	0	0	38 734
à terme	10 362	46 771	75 000	211 730	3 319	347 182
Opérations avec la clientèle	14 990 505	231 002	1 416	247	211 752	15 434 922
comptes d'épargne à régime spécial	11 974 207	0	0	0	209 383	12 183 589
à vue	11 974 207	0	0	0	209 383	12 183 589
à terme	0	0	0	0	0	0
autres dettes	3 016 299	231 002	1 416	247	2 369	3 251 332
à vue	3 016 299	0	0	0	4	3 016 303
à terme	0	231 002	1 416	247	2 365	235 030

Note 17. Actifs et passifs en devises

Les actifs et passifs en devises s'élèvent respectivement au 31 décembre 2024 à 319 242 milliers d'euros et 326 484 milliers d'euros.

Note 18. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Engagements donnés	281 279	264 577
Engagements de financement	125 852	107 430
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	125 852	107 430
Engagements de garantie	-	-
d'ordre d'établissements de crédit	-	-
d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	155 427	157 147
autres engagements donnés	155 427	157 147
Engagements reçus	2 483 739	2 461 824
Engagements de financement	8 701	8 240
reçus des établissements de crédit	1 000	1 000
reçus de la clientèle	7 700	7 240

Engagements de garantie	2 319 611	2 296 437
reçus des établissements de crédit	4 281	5 590
reçus de la clientèle	2 315 329	2 290 847
Engagements sur titres	155 427	157 147
autres engagements reçus	155 427	157 147

Note 19. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	418 538	-10 142	315 474	-19 800
Opérations avec la clientèle	37 805	-241 812	31 395	-129 316
Obligations et autres titres à revenu fixe	614	-	1 071	-
Autres opérations	-	-5	-	-9
Total	456 958	-251 959	347 940	-149 125

Note 20. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	-	-594	-	-608
Opérations avec la clientèle	2 117	-126	1 861	-86
Opérations sur titres	-	-10 765	-	-9 885
Opérations de change	3 380	-	4 093	-2
Opérations sur hors-bilan	-	-	-	-6
Prestations de services financiers	109 447	-26 583	99 927	-22 003
Total	114 944	-38 068	105 881	-32 590

Note 21. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille

Portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Opérations sur titres de transaction	-	-
Opérations de change	1 096	-650
Opérations sur instruments financiers à terme	-	-
De taux d'intérêt	-	-
Divers	-	-
Total	1 096	-650

Portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Opérations sur titres de placement	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-84	-117
Dotations aux dépréciations	-	-
Reprises des dépréciations	2 500	3 595
Total	2 416	3 478

Note 22. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Frais de personnel	-59 572	-53 962
Salaires et traitements	-38 759	-35 879
Charges sociales	-15 739	-14 036
dont charges de retraite	-1 448	-1 259
Intéressement et participation	-2 326	-1 855
Impôts et taxes afférentes	-2 748	-2 192
Autres frais administratifs	-157 329	-150 606
Impôts et taxes	-13 168	-12 670
Services extérieurs	-144 868	-138 532
Charges refacturées	707	596
Total	-216 901	-204 568

Le 13 septembre 2023 la Cour de cassation a rendu trois arrêts modifiant les obligations des entreprises en matière de congés payés, avec application immédiate. La Cour de cassation a jugé que les dispositions du Code du travail étaient en contradiction avec la réglementation européenne qui prévoit un droit à congés payés sans distinguer les causes d'absence.

Ainsi, depuis les arrêts du 13 septembre :

- les salariés en arrêt maladie ou en arrêt pour accidents non professionnels acquièrent des congés payés pendant leur période d'arrêt de travail,
- les salariés en arrêt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle acquièrent des droits à congés payés pendant toute la durée de leur période d'arrêt de travail, sans limitation, contrairement au droit du travail actuel qui limite cette acquisition à la première année d'arrêt.

Arkéa Direct Bank a évalué l'impact de l'application de ces modifications sur ses comptes au 31 décembre 2024 et a comptabilisé une provision congés payés complémentaire à ce titre.

Ventilation des effectifs du personnel salarié :

	(milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
		Personnel salarié	Personnel salarié
Employés		438	410
Cadres		265	241
Total		703	651

La rémunération globale allouée aux membres du conseil de surveillance est de 25 milliers d'euros.

La rémunération versée au mandataire social d'Arkéa Direct Bank n'est pas communiquée car elle correspond à une rémunération individuelle.

Note 23. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2024	31.12.2023
Créances	Dotations	-8 589	-3 341
	Reprises utilisées	332	514
	Reprises devenues disponibles	2 127	637
	Récupération sur créances amorties	27	28
	Créances irrécouvrables couvertes	-426	-793
Risques hors-bilan	Créances irrécouvrables non couvertes	-348	-557
	Dotations	-2	-
	Reprises utilisées	-	-
	Reprises devenues disponibles	1	-
	Solde	-6 876	-3 512

Note 24. Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Charge fiscale courante	-13 033	-14 775
Apport des filiales intégrées	-	-
Créance de carry back	-	-
Total	-13 033	-14 775
Résultat courant avant impôt	52 695	55 720
Taux effectif	-24,73%	-26,52%

Note 25. Comptes consolidés

Arkéa Direct Bank n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés car les comptes de cette dernière sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 294 80 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site :

http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels

Note 26. Intégration Fiscale

Arkéa Direct Bank France est comprise dans le périmètre de l'intégration de Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 1er janvier 2016. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

Note 27. Comptes Etablissement Belge en normes comptables belges

La succursale belge d'ARKEA DIRECT BANK présente un total de bilan de 8 596 millions d'euros. Elle a généré un PNB de 125 801 milliers d'euros en 2024.

Note 28. Comptes Etablissement Belge en normes comptables Françaises

La succursale belge d'ARKEA DIRECT BANK présente un total de bilan de 8 628 millions d'euros. Elle a généré un PNB de 127 830 milliers d'euros en 2024.

IV - Rapport spécial des commissaires aux comptes

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

l'Assemblée générale,
ARKEA DIRECT BANK
 1 bis Place de la Défense
 Tour Trinity

92400 Courbevoie

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ARKEA DIRECT BANK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de surveillance exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié et principaux jugements

Les postes :

- « Immobilisations incorporelles »
- « Obligations et autres titres à revenus fixes »
- « Effets publics et valeurs assimilés » et « Parts dans les entreprises liées »

intègrent des actifs incorporels relatifs à des composantes du fonds de commerce et/ou des mali de fusion pour une valeur brute de 222,1 M€.

Ces actifs sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Cette valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment :

- pour les malis de fusion liés à des titres de placement, le cours de marché des actifs cotés sous-jacents
- pour les autres actifs :

- o Le recours à l'actif net réévalué ;
- o Le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles ;
- o Le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini.

Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte. A ce titre, nous avons considéré que l'évaluation des actifs incorporels constituait un point clé de l'audit.

Notre approche d'audit

Pour les actifs incorporels amortissables, nous avons :

- analysé les travaux mis en œuvre par ARKEA DIRECT BANK pour identifier d'éventuelles pertes de valeur, et pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation de ces actifs incorporels ;
- revu les modalités d'amortissement des actifs et les plans d'amortissement.

Pour les actifs incorporels non amortissables, nous avons fait intervenir nos experts en valorisation afin de :

- procéder à une analyse technique de la construction d'une sélection de modèles de valorisations s'appuyant sur la méthode de la rentabilité future escomptée ;
- revoir les hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers intervenant dans le taux d'actualisation, par re performance avec des données internes ;
- réaliser une revue critique du plan d'affaires prévisionnels établis par la direction d'ARKEA DIRECT BANK et apprécier la pertinence du processus budgétaire en réalisant une comparaison des réalisations avec les budgets antérieurs ;
- revoir les analyses de sensibilité conduites à la fois sur les paramètres financiers et sur les plans d'affaires ;

Enfin, nous revoyons la cohérence de l'information fournie en annexes aux états financiers au titre des fonds de commerce et du mali technique dans les notes 2, 5 et 7.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ARKEA DIRECT BANK par vos Assemblées générale du 17 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 17 décembre 2019 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 3ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 6ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de surveillance exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil de surveillance exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au Conseil de surveillance exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de surveillance exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil de surveillance exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de surveillance exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Nantes et Paris-La Défense le 17 avril 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés

Anne Elisabeth PANNIER

V – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.